

VI FORUM MONDIAL SUR LE
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
LOCAL

Rapport de la réunion WFLED de Séville

octobre 2023

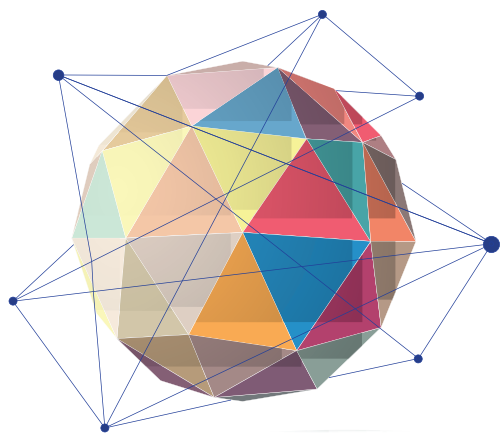


Partenariats pour une transition juste, inclusive et durable et pour la promotion de la justice sociale

18-19 octobre 2023

Contenu

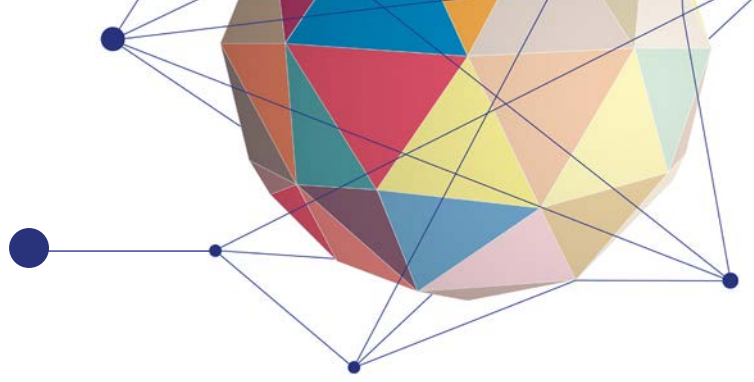
Le cadre de la réunion	...4
Diagnostic et contexte	...10
Alliances territoriales	...12
Activité économique et emploi	...14
Financement	...15
Coopération	...16



VI FORUM MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

1

Le cadre de la réunion



1.1 Introduction

La réunion Alliances internationales et territoriales pour promouvoir une transition juste, inclusive et durable et promouvoir la justice sociale, organisée par le Fonds Andalou des Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI), la Commission du Développement Économique et Social Local de CGLU et l'Organisation Internationale du Travail (OIT), avec le cofinancement de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID), le Conseil Provincial de Séville et le Conseil Provincial de Huelva, a eu lieu les 18 et 19 octobre 2023.

La réunion a été l'occasion de réfléchir à l'ODD 8 : Emploi, développement économique local et coopération décentralisée et a rassemblé une centaine de personnes de 15 pays.

L'espace faisait partie du processus WFLED qui a débuté en 2010 et qui se dirige maintenant vers sa sixième édition.

Ce document rassemble les préoccupations, les défis et les propositions qui sont apparus au cours de

la réunion afin d'alimenter le processus de réflexion sur la croissance économique durable et l'emploi, en particulier, et le développement économique local en général.

1.2 Los contenidos de encuentro

La révolution technologique et l'urgence climatique sont deux dynamiques qui conditionnent la communauté mondiale et, en particulier, les environnements locaux et régionaux. Les écarts résultant de ces processus menacent la stabilité, l'égalité et la durabilité des personnes et des communautés, en particulier des plus vulnérables.

L'action climatique et l'adaptation aux nouvelles technologies et aux processus d'innovation nécessitent le renforcement des partenariats entre les acteurs et les territoires afin de promouvoir une croissance économique durable et des emplois décents et de qualité qui contribuent à la promotion de la justice sociale.

Dans cette ligne, nous soulignons les **alliances et les engagements partagés** tels que l'Agenda 2030, la Déclaration de l'OIT sur la Justice Sociale ou l'Accord de Paris, qui promeuvent des solutions locales contextualisées.



Ouverture de la réunion à Séville 18-19 octobre.

Les préoccupations relatives à la transition juste ont gagné du terrain dans le débat politique et social et ont désormais une forte dimension posante multi-niveaux et multi-parties prenantes. Au niveau international, des organisations telles que l'OIT ont défini la transition juste comme l'écologisation de l'économie d'une manière aussi équitable et inclusive que possible pour toutes les parties concernées, en créant des opportunités de travail décent et en ne laissant personne de côté ; et le PNUD a proposé des moyens spécifiques par lesquels une transition juste peut contribuer à la réalisation de l'Accord de Paris, notamment en renforçant les processus de prise de décision, en soutenant une révolution des emplois verts, en jetant les bases d'une économie résiliente à zéro émission nette, en favorisant des solutions locales contextualisées et en consolidant l'urgence d'efforts coordonnés.

Du côté de la **coopération internationale au développement**, bien que le concept soit encore nouveau, en grande partie parce que les normes internationales en matière de transition juste sont relativement ré-

centes, il existe une ligne d'action croissante sur la transition juste, tant dans le domaine de la recherche que dans la pratique des initiatives ; et, en tout état de cause, son travail a été considérable sur des questions directement liées, telles que l'éradication de la pauvreté, la promotion d'un travail décent et l'environnement.

Les gouvernements locaux et régionaux, pour leur part, ont une grande responsabilité dans la contribution aux défis mondiaux, en raison du rôle qu'ils jouent dans la régulation et l'encouragement des pratiques sociales des citoyens et en raison du contact direct qu'ils ont avec la vie quotidienne des citoyens. Il s'agit d'une position clé pour créer et mettre en œuvre des actions de transformation qui répondent aux besoins immédiats des communautés locales et des écosystèmes territoriaux. Le rôle que jouent les gouvernements locaux dans la mise en œuvre de plans de transition juste efficaces est principalement axé sur leur capacité à diversifier les économies locales, à promouvoir l'économie circulaire locale, l'installation d'infrastructures vertes et d'énergies renouvelables, à assurer la gestion durable des écosystèmes locaux et à promouvoir les alliances et le dialogue social entre tous les acteurs du territoire. Le mouvement municipal s'est renforcé ces dernières années, gagnant une plus grande reconnaissance en tant qu'acteurs politiques dans le système multilatéral avec une capacité



Représentants de : OIT, FAMSÍ, CGLU, ORU FOGAR, FMDV, CLGF, OECDE et GSEF.

de transformation au niveau local et mondial. Des mécanismes tels que le Pacte pour l'avenir, promu par Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), démontrent le pouvoir de l'action collective, de la co-création, de la coopération et de la solidarité internationales comme pierres angulaires de sociétés justes, harmonieuses et durables. D'où l'importance des gouvernements locaux et régionaux en tant qu'acteurs pertinents pour une transition juste.

L'élargissement et le renforcement de processus clés tels que le **dialogue social**, les alliances institutionnelles à plusieurs niveaux et la coopération internationale, avec la participation de tous les acteurs - entreprises, syndicats, organisations de l'économie sociale, universités et société civile - sont essentiels pour la prise d'engagements concrets adaptés à chaque contexte territorial.

Ce processus de dialogue, dans le cadre de partenariats tant locaux que mondiaux, peut contribuer à l'avancement de l'Agenda 2030 et, en particulier, à la réalisation des cibles de l'**ODD 8** qui appellent au développement d'activités productives et à la création d'emplois décents

dans le cadre de modes de production et de consommation efficaces et durables.

En résumé, les processus de transition vers des modèles plus durables impliquent des changements structurels profonds, basés sur l'action des politiques locales et régionales, orientés vers la justice sociale qui garantit une vie décente aux communautés et aux personnes les plus vulnérables, qui sont celles qui souffrent le plus dans les mécanismes de réadaptation et de transition.

Dans ce contexte, l'**objectif principal de la réunion** était de partager des idées et des expériences pour promouvoir un processus de transition juste qui favorise et garantisse la justice sociale et la création de sociétés inclusives et durables, basées sur l'action d'alliances entre les gouvernements locaux et la coopération internationale

À cette fin, la réunion s'est concentrée sur deux **lignes de travail, dans le** but de contribuer à:

1. Renouveler et promouvoir les **alliances** entre acteurs et territoires pour aborder les transitions justes où la coopération internationale, la coopération sud-sud et la coopération décentralisée jouent un rôle fondamental.
2. Améliorer les conditions de la **croissance économique et de l'emploi** dans de nouvelles dynamiques de production et de consommation orientées vers des modèles économiques plus durables, conformément à l'ODD 8.

Alliances multi-acteurs et multi-niveaux ; collaboration, coopération et coresponsabilité; emploi décent et de qualité ; transition juste ; croissan-

ce économique durable, entre autres, ont été les principaux concepts autour desquels la réflexion s'est articulée dans un contexte caractérisé par l'urgence climatique et la révolution technologique.

1.3 La rencontre internationale de Séville dans le cadre du Forum Mondial pour le Développement Économique Local

Le Forum Mondial pour le Développement Économique Local (WLED) est un processus visant à améliorer le dialogue politique et à renforcer le partenariat intersectoriel sur le développement économique local (DEL) en tant que cadre stratégique et opérationnel pour un développement durable et inclusif.

L'initiative d'organiser les Forums Mondiaux pour le Développement Économique Local est née en 2011 avec la tenue du premier Forum Mondial des Agences de Développement Local à Séville. Il a été conçu comme un processus de travail permanent, comme un espace de réflexion, d'échange d'expériences et de connaissances, et de rencontre entre les acteurs et les entités impliqués dans le développement local, avec le leadership des administrations publiques et des gouvernements, en particulier locaux.

Il a été suivi par les Forums mondiaux d'Iguazu, au Brésil (2013), de Turin, en Italie (2015), de Praia, au Cap-Vert (2017), et de Cordoba, en Argentine (2021).

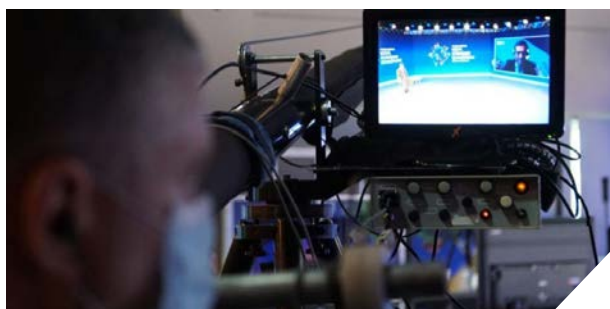
L'idée de lancer cette initiative répond, entre autres, au besoin de débattre des idées et de générer des innovations pour faire face à un contexte difficile, incertain et dangereux, marqué par une urgence climati-



I, II, II, II, IV et V Forums mondiaux sur le développement économique local.

que et des changements profonds dans les modèles de production et de consommation. Et, surtout, par la conviction que le contexte local est idéal pour construire des valeurs et des opportunités, déconstruire des schémas et des paradigmes obsolètes, et résister aux effets d'un modèle de développement qui n'est manifestement pas valable pour la majorité des gens et pour la planète elle-même.

Il s'agit d'une initiative qui vise le travail conjoint des gouvernements locaux et régionaux, des organisations multilatérales, des acteurs et des experts afin de partager, de mettre en évidence les expériences, de réfléchir, de débattre et de chercher des alternatives pour faire avancer les formules qui permettent de construire, à partir des territoires, des modèles de développement qui se traduisent par une meilleure qualité de vie pour les personnes. Et ce, en tissant des réseaux, en unissant les forces pour un plus grand impact



et une plus grande influence sur l'agenda mondial, à partir des espaces locaux.

Lors de la réunion internationale de Séville en octobre dernier, un espace a été réservé pour analyser l'état d'avancement du processus du Forum et la manière d'aborder la feuille de route à moyen et à court terme.

Un premier bilan y est présenté, soulignant la tendance à donner la priorité aux alliances mondiales et internationales qui ont contribué à la durabilité et à la visibilité, tout en réduisant le poids des contributions des territoires. La recherche d'un meilleur équilibre entre les dynamiques mondiales et locales est présentée

comme un défi, mais aussi comme une opportunité d'aborder de nouveaux espaces d'échange.

À cela s'ajoutent des résultats limités jusqu'à présent en ce qui concerne la portée des ODD dans le cadre de l'Agenda 2030 ou la complexité du contexte international avec de nouveaux équilibres mondiaux et des situations d'urgence, des conflits et des urgences climatiques, entre autres. D'autre part, les processus mondiaux et la génération d'autres forums et réunions se multiplient et saturent l'agenda.

Dans ce contexte, le Forum WFLED s'est avéré être un forum utile pour le dialogue, le renforcement des connaissances, la promotion des réseaux de gouvernements locaux et l'augmentation du plaidoyer politique sur la question du développement économique local. Son principal attrait a été sa capacité à rassembler les acteurs territoriaux et les entités multilatérales. Le renforcement de cette gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux est présenté comme l'une des clés du renforcement du processus, qui connaîtra un nouveau point culminant lors de la célébration du VIe WFLED, qui devrait se tenir dans la ville de Séville.

En ce qui concerne la feuille de route, entre autres mesures, les suivantes sont proposées:

- renforcer le processus du forum en soutenant de manière plus cohérente le travail du comité exécutif et du secrétariat technique afin d'aligner les intérêts en termes de thèmes, de participation et de résultats sur les différents acteurs et territoires;
- renforcer l'espace de gestion des connaissances et la communauté d'apprentissage, qui se matérialise, entre autres activités, dans les espaces intermédiaires de réflexion et de dialogue tels que la réunion internationale dont ce document est l'émanation;
- lier le processus du Forum à d'autres espaces internationaux en tant qu'événement partenaire; et
- travailler sur des moyens innovants de financer le processus lui-même afin d'accroître la participation et la présence de diverses entités et institutions.

Deuxième jour de la réunion à Séville 19 octobre 2023.

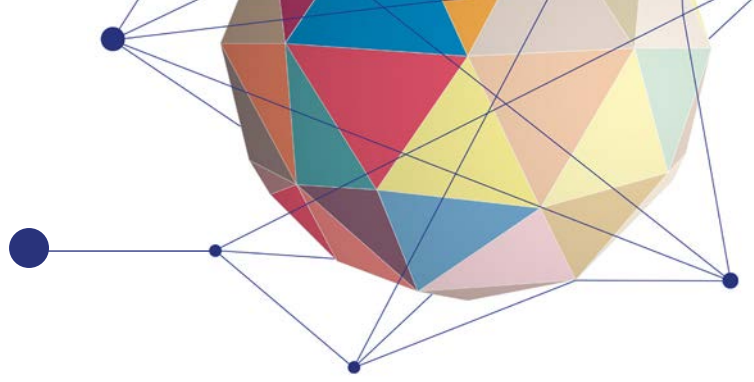


2

Diagnostic et contexte

Dans le scénario actuel, caractérisé par l'incertitude de l'avenir immédiat et les transformations technologiques, l'**économie numérique et verte** apparaît comme un nouveau paradigme. Cependant, la transition inévitable vers ce modèle se heurte à des contradictions entre la croissance économique et la durabilité (il n'est pas facile d'assurer la croissance économique tout en étant durable), ainsi qu'entre la compétitivité et la qualité de l'emploi (il n'est pas facile d'établir un travail décent dans un système où la compétitivité est exacerbée).

De plus, la nécessité de s'adapter au changement devient cruciale, car des **millions d'emplois vont disparaître et de nouveaux vont émerger**, transformant le rapport à la planète et à l'emploi en vue de mettre en



place une **économie circulaire**. Tous ces changements appellent des **réponses innovantes**.

Les nouvelles dynamiques économiques risquent de **creuser les écarts existants, tels que les écarts territoriaux, les écarts entre les hommes et les femmes, les écarts de compétences et les écarts liés à la numérisation**. Les emplois verts se multiplient dans les pays en développement, tandis que les emplois polluants se concentrent dans les pays à faible PIB. En outre, il existe des écarts entre les sexes et les compétences, les hommes plus qualifiés étant plus nombreux à occuper des emplois verts, ainsi que des écarts en matière de numérisation, la formation aux TIC étant nécessaire pour la plupart des nouveaux emplois liés à la transition écologique. En outre, il

Réunion du Comité international et des partenaires du Forum mondial DEL, Séville 17 octobre 2023.





existe des disparités entre les types et les tailles d'entreprises (les plus grandes concentrent la majorité des emplois verts) et les territoires (entre les capitales et le reste des régions, principalement).

Face au risque de ne pas savoir comment éviter le creusement de ces écarts dans les nouveaux modèles économiques, des **politiques proactives de** réduction des inégalités sont demandées.

Les Nations Unies reconnaissent que peu de progrès ont été accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (estimés à 12%), l'objectif 8 étant l'un des moins avancés, en particulier en ce qui concerne les aspects sociaux et environnementaux. Pour qu'il soit atteint dans ces domaines, la nécessité d'un effort conjoint pour promouvoir la protection sociale, la justice sociale, la répartition équitable des charges et des bénéfices et la préservation de l'environnement est soulignée. En ce sens, la **coresponsabilité** se révèle être une question cruciale dans des domaines tels que la durabilité, l'emploi décent et l'économie circulaire, conformément à l'Agenda 2030 et aux Accords de Paris.

La dignité du travail est étroitement liée à la **formation**, en particulier à la formation professionnelle, et constitue un pilier fondamental du développement humain décent. Il est

Table de dialogue. Des politiques territoriales pour promouvoir la justice sociale et une transition juste et durable.

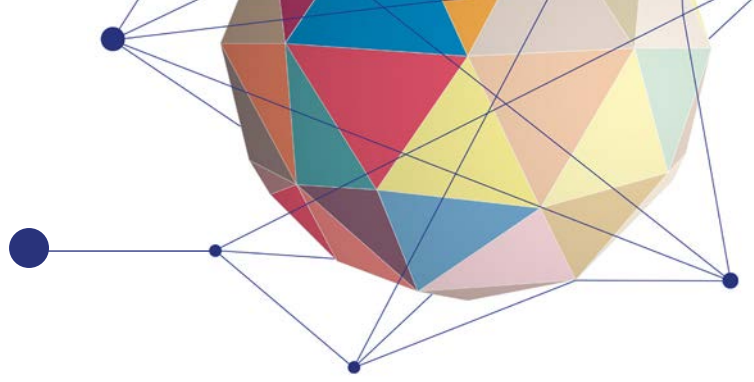
essentiel d'élargir et de renouveler le concept de travail décent, en reconnaissant les droits du travail comme des droits humains fondamentaux, y compris le droit à un emploi décent, au dialogue social et à la négociation collective, en particulier dans un contexte de précarité croissante de l'emploi.

Dans ce contexte, il est souligné que le processus vers l'emploi décent et le développement durable se déroule principalement au niveau local, ce qui met en évidence **l'importance des politiques locales et de la cohésion sociale** dans cette transformation.

Enfin, le fait que l'Agenda 2030 soit présenté comme un engagement politique plutôt que comme une norme soulève des questions sur l'utilité et la crédibilité de ces engagements dans la pratique.

3

Alliances territoriales



Dans le contexte des partenariats territoriaux, la nécessité de **travailler à différents niveaux, et** pas seulement au niveau local, est soulignée.

L'adaptation des populations et des territoires aux défis internationaux, notamment face à la crise climatique, est une priorité incontournable. Chaque territoire a ses propres particularités et des besoins uniques qui doivent être pris en compte et traités de manière spécifique.

L'échange de vues et l'**analyse comparative** au niveau local s'avèrent être des outils cruciaux pour aborder les problèmes de manière efficace et orienter les politiques vers des **solutions adaptées aux contextes locaux spécifiques**. En outre, l'importance de la transparence gouvernementale, de l'autonomisation des jeunes et du soutien à l'esprit d'entreprise par les gouvernements locaux, mais avec une approche à plusieurs niveaux, est soulignée comme des mesures permettant d'éradiquer l'informalité du travail, favorisant ainsi des emplois durables et de qualité.

La gestion de la diversité des intérêts se présente comme un défi nécessaire pour promouvoir une coopération efficace entre les acteurs impliqués. Dans ce contexte, il est impératif de **renforcer les alliances et les partenariats** entre les municipalités et les fédérations.

Au cœur de ces alliances et stratégies territoriales se trouvent les **gouvernements locaux et les modèles de gouvernance décentralisée**. La **décentralisation et l'autonomie financière et fiscale** sont présentées comme des éléments à prendre en compte lorsqu'il s'agit de générer directement des emplois et des entreprises, ainsi que de la valeur ajoutée dans différents secteurs, tels que l'agriculture et le tourisme.

L'importance des connaissances locales et de la spécialisation est soulignée, mais la nécessité d'évaluer les capacités des gouvernements locaux, en particulier dans le domaine de l'emploi, est également mise en évidence (le **besoin d'une assistance technique plus importante** est évoqué, ainsi que la nécessité de créer davantage d'espaces de dialogue).

Le renforcement des capacités et des outils pour un **dialogue efficace avec le secteur privé et les PME** est considéré comme une question clé, car les entreprises ne sont souvent sollicitées que pour le financement. Il est également entendu qu'il faut saisir les opportunités d'internationalisation des entreprises par le biais de la coopération internationale.

En outre, le potentiel des services publics pour stimuler les emplois décents est reconnu. Les gouvernements locaux peuvent gérer des services de base tels que l'eau et les déchets, ce qui non seulement améliore la qualité de vie, mais peut également générer des emplois significatifs dans les communautés locales.

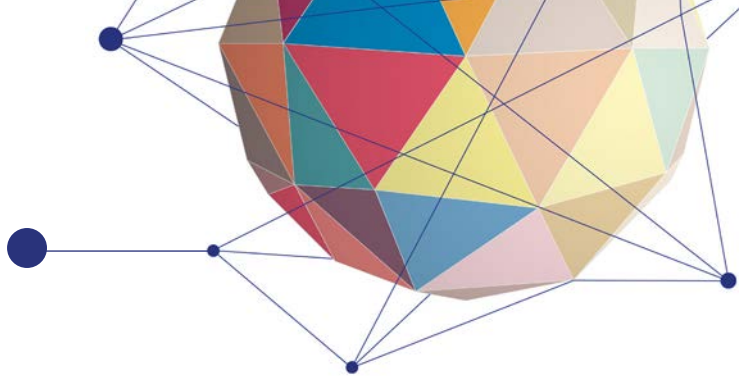
En résumé, il souligne la nécessité d'aborder les complexités de l'emploi et de la durabilité dans une perspective holistique et adaptée aux réalités locales.



Représentants des collectivités locales et régionales participant à la réunion de Séville du 18 au 19 octobre.

4

Activité économique et emploi



En ce qui concerne l'activité économique et l'emploi, il est nécessaire de tirer parti des possibilités offertes par la nouvelle économie, en promouvant les environnements productifs locaux et en **ajoutant de la valeur au niveau local**, en particulier dans des secteurs tels que l'énergie durable, l'économie circulaire et l'efficacité énergétique. Au lieu de poursuivre les processus de délocalisation, l'accent devrait être mis sur la **localisation de la production**, ce qui permettrait de conserver la valeur ajoutée sur le territoire.

Il souligne l'importance non seulement de promouvoir les emplois verts, mais aussi d'**écologiser tous les emplois et de combler les écarts**, d'intégrer la durabilité dans l'aménagement du territoire et de promouvoir l'**économie sociale et solidaire**.

Le dialogue social et la négociation collective sont des piliers essentiels pour établir des conditions de travail durables et éviter un retour

Table de dialogue: "Des emplois décents pour de nouvelles activités économiques"

aux situations de crise et aux politiques d'austérité.

La formation professionnelle, développée dans une perspective d'encouragement des valeurs de la pensée critique et de promotion de l'esprit d'entreprise et de l'innovation appliquée, est présentée comme une **stratégie cruciale pour répondre à la demande de nouveaux emplois**. Il est entendu que cette éducation doit être inclusive et diversifiée, en développant des itinéraires adaptés aux particularités des individus, ce qui garantit l'incorporation de tous les groupes sur le marché du travail.

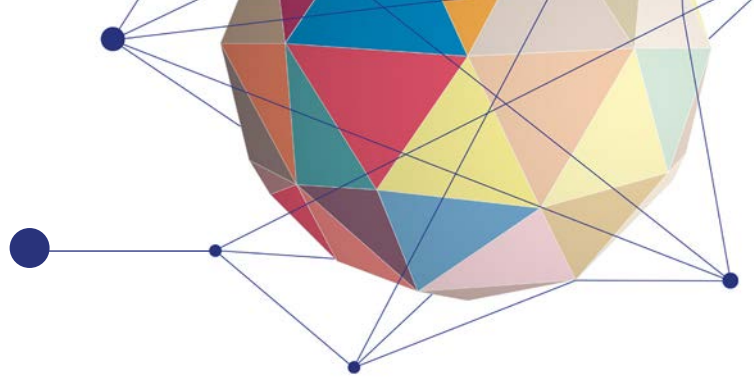
L'initiative "**Global Jobs, Social Protection and Just Transition Accelerator**" est présentée comme un outil essentiel pour attirer les investissements et les emplois de qualité au niveau local, tout en favorisant une coopération et une collaboration significatives. Elle souligne également la nécessité de travailler spécifiquement sur les **programmes de lutte contre le chômage des jeunes et de défense des droits des femmes**.

Ces approches holistiques et collaboratives sont fondamentales pour construire une économie équitable et durable dans les territoires locaux.



5

Financement



Le financement de projets, en particulier ceux liés à l'**économie sociale et solidaire**, est considéré comme fondamental pour le développement économique local. Outre l'investissement, il est essentiel de **créer un environnement favorable à ces investissements**. Pour relever ce défi, un certain nombre de stratégies sont proposées:

- **Innovation financière et obligations vertes :**

la mise en œuvre d'innovations financières, telles que les obligations vertes, peut être une solution viable. La création d'un espace spécifique pour discuter de ces idées lors des prochaines réunions est suggérée comme une question à prendre en considération.

- **Fonds d'aide et de soutien à l'économie sociale et solidaire :**

la mise en place de fonds d'aide et de soutien spécifiquement destinés à l'économie sociale et solidaire peut générer de la valeur ajoutée dans les chaînes de production et de valeur, favorisant ainsi le développement économique local.

- **Partenariats public-privé et marchés publics :**

Les partenariats public-privé sont essentiels. L'exploration et la systématisation des partenariats, tant au niveau local que par le biais de fonds de coopération, peuvent créer des opportunités de croissance économique. Toutefois, il est important de tenir compte des contraintes et des réglementations existantes en matière de marchés publics, ainsi que des défis liés à la décentralisation.

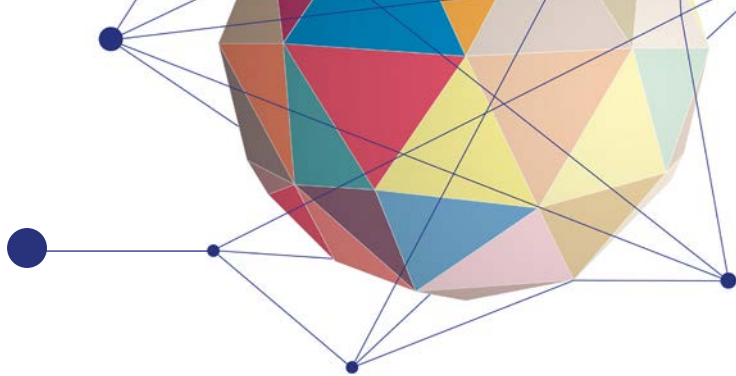
- **L'esprit d'entreprise de l'État :**

les gouvernements locaux peuvent jouer un rôle actif en tant qu'entrepreneurs, en créant des modèles d'entreprise qui promeuvent le travail décent et contribuent au développement économique durable de la communauté.

Ces stratégies financières et de collaboration peuvent être essentielles pour garantir le succès des initiatives, en particulier celles qui se concentrent sur l'économie sociale et solidaire, dans le contexte des défis locaux en matière d'économie et d'emploi.

6

Cooperación



Dans le cadre de la gestion des projets, il est nécessaire de réanalyser les partenaires et les parties prenantes afin d'aborder les questions de coordination et de synergie. L'**incorporation des entreprises** est présentée comme un élément à travailler pour améliorer la réussite des projets, étant donné que dans de nombreux cas, elles ne sont impliquées que dans la sphère financière et non dans le dialogue de coopération en tant que tel.

Idées d'action: "La coopération internationale et multi-niveaux dans sa contribution à l'ODD 8"



L'évaluation des politiques et l'analyse d'impact sont essentielles, bien qu'elles soient confrontées à des défis liés à la disponibilité et à la qualité des données.

Le renforcement des capacités est considéré comme un aspect crucial, préconisant de nouveaux modèles basés sur la co-création dans le cadre des partenariats. Le renforcement des capacités des personnes travaillant dans le domaine de la coopération en partenariat est nécessaire pour assurer une bonne coordination et éviter les problèmes de planification, d'allocation des ressources ou de mise en œuvre.

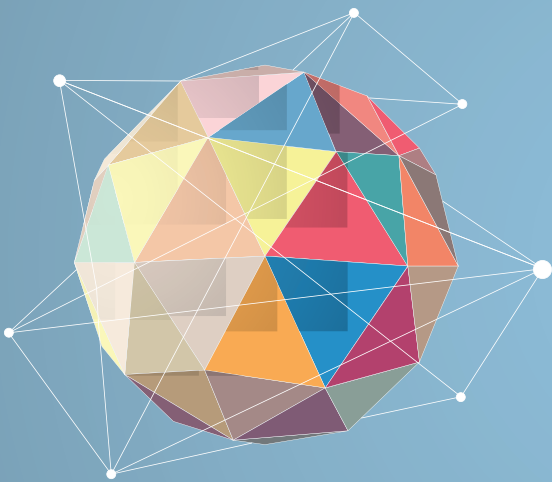
Il souligne l'importance d'adopter des perspectives globales afin d'**éviter une fragmentation excessive**

des entités et, par conséquent, de l'aide, s'alignant ainsi sur l'esprit de l'Agenda 2030. Cette perspective globale est considérée comme vitale pour garantir l'efficacité de la coopération.

La pertinence de la perspective locale a également été reconnue, en particulier en ce qui concerne la capacité d'articulation des territoires. En ce sens, les projets présentés lors de la table ronde Expériences territoriales pour une transition juste, inclusive et durable, axés sur la production et la commercialisation de produits artisanaux ou la création de coopératives agricoles formelles et légales, entre autres, en sont un bon exemple.

Table: Expériences territoriales pour une transition juste, inclusive et durable





VI FORUM MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL